

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

#### TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE BUSQUEE DU DOIGT A ABBEVILLE

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 21 juillet 2025 à 12 : 00**

#### **SIGNATURE ELECTRONIQUE DE L'OFFRE**

**Communauté d'agglomération de la Baie de Somme**  
GAROPOLE  
Place de la gare  
80100 ABBEVILLE

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation .....	3
2.1 - Délai de validité des offres .....	3
2.2 - Forme juridique du groupement .....	3
2.3 - Variantes.....	4
3 - Conditions relatives au contrat.....	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	4
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Contenu du dossier de consultation.....	4
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	12
7 - Examen des candidatures et des offres.....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des marchés .....	13
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	14
8 - Renseignements complémentaires .....	16
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
9 – Achèvement de la procédure .....	16
9.1- Consultation sans suite .....	16
9.2- Information sur le rejet des candidatures et des offres .....	16
10 - Procédures de recours .....	16

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne : Travaux de remplacement de la porte busquée du doigt à Abbeville

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Compte tenu des interfaces entre le génie civil existant, les compléments de génie civil structurels à réaliser, et les ouvrages métalliques à intégrer **dans** ces génie civils, l'allotissement présente trop de risques et n'est pas retenu.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Description	
45100000-8	Travaux de préparation de chantier.
45111291-4	Travaux d'aménagement du terrain.
45111250-5	Travaux d'étude géotechnique
44316500.	<i>Travaux de métallerie</i> et de serrurerie
45223210	- Ossatures métalliques
44212383-	Portes d'écluse
45220000-	Ouvrages d'art et de génie civil

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, l'acheteur pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'approbation, notifiée par écrit à l'acheteur, les soumissionnaires seront engagés par leurs offres jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le marché sera conclu avec une entreprise seule ou avec un groupement d'entreprises.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des offres.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement au stade de la passation du marché.

En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises, le pouvoir adjudicateur exigera sa transformation en groupement conjoint avec solidarité du mandataire afin de garantir la bonne exécution du marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants qui les exécuteront à la place du titulaire.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur le Budget Principal - Chapitre 21 immobilisations corporelles Article 2128 Autres agencements et aménagements

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- L'estimation détaillée mentionnant les prix unitaires et forfaitaires
- Le cahier des charges de l'affichage du panneau (fonds vert)
- Le planning prévisionnel des travaux

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à

partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Mise à disposition :

**Conformément à l'article R. 2132-2 du CCP, l'acheteur met gratuitement à disposition des opérateurs économiques le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr> (profil d'acheteur de la CABS)**

**Le retrait anonyme est possible mais déconseillé.**

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est recommandé à l'opérateur économique de s'authentifier sur le site de façon à apparaître dans le registre des retraits de la consultation.

**En effectuant un retrait anonyme du dossier, l'opérateur économique n'est pas enregistré dans le registre des retraits de la consultation. En conséquence, il n'est pas informé, en temps réel, de par les notifications du serveur de marches-securises.fr, des éventuelles modifications au DCE (compléments, précisions, rectifications, réponses aux questions).**

L'attention des opérateurs économiques est appelée sur le fait que l'adresse e-mail indiquée pour le téléchargement sera la seule adresse utilisée pour l'informer des éventuelles modifications au DCE. Elle devra être opérationnelle et régulièrement consultée.

En cas de retrait anonyme ou en l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre de la CABS d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

### Présence d'anomalies, erreurs ou omissions dans le dossier de consultation

Au cours de l'établissement de son offre, le soumissionnaire est tenu de signaler à l'acheteur toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aurait relevées dans les documents de la consultation.

Le soumissionnaire est avisé que le titulaire du marché ne pourra en aucun cas se prévaloir des éventuelles erreurs, anomalies ou omissions, mentionnés précédemment pour justifier une demande d'augmentation du montant du marché.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 - Documents à produire

**Au stade du dépôt du pli, la proposition de l'opérateur économique comprendra :**

- ① d'une part, sa CANDIDATURE : c'est un ensemble de renseignements « administratifs » ; ils sont énumérés ci-après « RENSEIGNEMENTS DE LA CANDIDATURE DEMANDES PAR L'ACHETEUR AU STADE DU DEPOT DE LA CANDIDATURE »**
- ② d'autre part, son OFFRE : ce sont les pièces du projet de marché ; elles sont énumérées ci-après « PIECES RELATIVES A L'OFFRE ».**

**Les éléments de la candidature et de l'offre seront insérés dans le même pli ; ce pli sera présenté conformément aux indications ci-après.**

**La signature des documents est obligatoire au stade de l'attribution du marché. Néanmoins, il est vivement conseillé au candidat de signer son offre au stade du dépôt de l'offre sur la plateforme.**

**« RENSEIGNEMENTS DE LA CANDIDATURE DEMANDES PAR L'ACHETEUR AU STADE DU DEPOT DE LA CANDIDATURE »**

**Le candidat devra justifier des compétences, qualifications, certifications suivantes : qualification FNTP 1122 et 122 ou références sur des ouvrages similaires**

Libellés	Signature
<b>Formulaire DC1</b> , comprenant la déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner*, complété) disponibles gratuitement sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a>	Non
<b>Formulaire DC2</b> , comprenant la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles, complété. disponibles gratuitement sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a>	Non
Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

### Cas d'interdiction de soumissionner \*

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal.
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts.
- c) justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- d) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement .
- e) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard de l'emploi des travailleurs handicapés.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Ils sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-25 du CCP, l'appréciation des capacités économique, financière, technique et professionnelle d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que **chaque membre du groupement** ait la totalité des capacités requises pour l'exécution du marché

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Conformément aux dispositions de l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 *fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du CCP)*, si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire, pour justifier de sa capacité économique et financière, les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit

gratuit (cf. rubriques E3, F4 et G2 du DC2 ou rubriques consacrées du DUME : IV-A, B et C notamment - adresse web, autorité ou organisme émetteur, référence précise des documents).

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.



« **PIECES RELATIVES A L'OFFRE** ».

Libellés	Signature	Format
<p>L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dûment complété et daté par le représentant qualifié du soumissionnaire</p> <p><i>Pour chaque sous-traitant désigné, le soumissionnaire devra joindre à son offre les renseignements/documents listés à l'article R. 2193-1 du CCP. Il utilisera l'annexe proposée dans l'acte d'engagement du DCE ou pourra utiliser l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) du ministère de l'économie et des finances (dernière version « code de la commande publique » du 01/04/2019), qu'il annexera à son AE (formulaire téléchargeable à l'adresse internet : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a>) ; <b>l'entreprise complètera une annexe/un DC4 par sous-traitant.</b></i></p> <p><i>Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le soumissionnaire devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter.</i></p>	Non *	PDF
L'estimation détaillée	Non *	sous format EXCEL ou équivalent ET sous format PDF
Le mémoire TECHNIQUE de l'entreprise	Non	sous format WORD ou équivalent ET sous format PDF

**\* La signature des documents n'est pas obligatoire au stade du dépôt des offres sur la plateforme, mais vivement recommandée.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

**ATTENTION : Les candidats devront impérativement transmettre leur réponse par voie dématérialisée conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique.**

**Les offres devront parvenir à la date indiquée sur la première page du présent règlement de consultation. Seuls l'Acte d'engagement et le DPGF doivent être signés de façon électronique au stade de l'attribution du marché.**

**Le téléchargement des offres devra être intégralement terminé à l'heure de clôture indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.**

**COMMENCER A DÉPOSER LES PLIS 4 OU 5 HEURES AVANT L'HEURE LIMITE**

Les offres devront être adressées à : Adresse internet (U.R.L.) : <http://www.marches-securises.fr>

Pour déposer sa candidature et son offre par voie électronique, l'opérateur économique se rendra donc sur le site **www.marches-securises.fr** et créera son compte en suivant les instructions données par la plate-forme puis accédera à l'espace dédié à la remise de la candidature et de l'offre.

La procédure de dépôt de pli est présentée sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-securises.fr>) ; Le candidat est invité à télécharger le manuel d'utilisation. Il est conseillé de nommer clairement les noms des fichiers (ex : offre/marché DPGF pour Décomposition du prix global et forfaitaire. A l'inverse, le téléchargement des offres par la collectivité sera problématique et il y a un risque de rejet de l'offre (pas plus de 150-200 caractères en comptant les caractères des sous-répertoires en plus)

Il est rappelé que la durée de transmission est fonction du débit de l'accès Internet de l'opérateur et de la taille des documents à transmettre.

Afin de permettre une dématérialisation optimale tant lors du dépôt du pli (côté opérateur économique) que du décachetage et de la télétransmission en préfecture au titre du contrôle de légalité (côté acheteur), il est préconisé de ne pas alourdir les documents. **Aussi est-il recommandé de ne pas dépasser le poids de 150 Mégaoctets (Mo) par enveloppe, candidature(s), offre(s) et signature(s) comprises.**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- a. L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées au présent règlement.
- b. La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre.
- c. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-dessous ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs.
- d. Le fuseau horaire de référence sera le suivant : GMT + 1 PARIS, BRUXELLES, COPENHAGUE, MADRID.
- e. Les documents à fournir, devront l'être sous forme de fichiers informatiques. La transmission sur support physique électronique n'est pas autorisée.
- f. Seuls les formats de fichiers informatiques de type PDF à l'exclusion des *BPU, DQE et DPGF* qui doivent être retournés en format XLS. Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles »
- g. Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.
- h. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité du pli et l'élimination éventuelle des fichiers électroniques infectés.
- i. Si une candidature ou une offre est remise sous forme papier, elle sera déclarée irrégulière.
- j. Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur, soit : deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03...).

L'attention des candidats est notamment attirée sur le fait que l'utilisation d'accents, de symboles ou de caractères spéciaux dans le nommage des fichiers est prohibée.

- k. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique sur clé USB. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. L'adresse de la copie de sauvegarde est celle du pouvoir adjudicateur.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.



Les navigateurs internet Google CHROME et Windows Edge ne prennent pas en charge les plugins JAVA dans ses dernières versions (Attention, ces mises à jour sont automatiques).

Certaines fonctionnalités de la plateforme sont donc désormais inopérantes avec ces navigateurs (dépôts / ouvertures des plis, chargement / téléchargement de DCE par lots). Il vous est conseillé dorénavant d'utiliser les navigateurs « Internet Explorer (minimum IE 11 ou dans les DERNIERES VERSIONS), ou « Mozilla Firefox » pour une utilisation optimale de la plateforme ((Penser à faire le test sur [java.com](http://java.com)))

**□ Schématiquement, l'opérateur économique :**

- a) crée son compte utilisateur sur [marches-securises.fr](http://marches-securises.fr) ;
- b) constitue ses fichiers électroniques de réponse : il s'agit des mêmes pièces que mentionnées à l'article « Documents à produire » (justificatifs de la candidature et pièces de l'offre) du présent RC (fichiers électroniques aux formats standards, compatibles pc : .xls, .xlsx, .doc, .docx, .pdf, .ppt, .pptx, .rtf, .dwg, .jpg, .avi...) ;
- c) dépose son enveloppe de réponse, contenant les fichiers précités, sur le site et procède à l'envoi (l'enveloppe électronique de réponse prendra la forme d'un fichier Archive zip ; elle sera complétée avant la transmission) ;
- d) obtient un accusé de réception indiquant la date et l'heure du dépôt.

**Certificat de signature électronique :**

Les documents signés électroniquement doivent être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

**Catégories de certificats admises**

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au Règlement n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-desecurite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

#### Vérification de la signature électronique :

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

#### Service utilisé pour les échanges :

**L'acheteur utilisera les services du profil acheteur pour les demandes complémentaire et l'envoi des lettres de rejet et notifications.** Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

#### Assistance :

**Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27.**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La recevabilité de la candidature est appréciée au vu des règles d'accès à la commande publique, énoncées notamment par les articles suivants du CCP :

- L. 2141-1 à L. 2141-5 (Motifs d'exclusions de plein droit de la procédure de passation) ;
- L. 2142-1 et R. 2142-1 à R. 2142-27 (Conditions de participation) ;
- R. 2143-3 (Eléments à produire par le candidat) ;
- R. 2143-11 et R. 2143-12 (Documents justificatifs et autres moyens de preuve relatifs aux conditions de participation).

Conformément aux dispositions l'article R. 2143-2 du CCP, les candidatures reçues hors délai sont éliminées.

**Seules les candidatures présentant les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles suffisantes seront retenues ;** les capacités seront appréciées sur la base des renseignements fournis par les candidats au titre de l'article « RENSEIGNEMENTS DE LA CANDIDATURE DEMANDES PAR L'ACHETEUR AU STADE DU DEPOT DE LA CANDIDATURE » du présent RC et, le cas échéant, sur la base des documents fournis par les candidats au titre de l'article « DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE DE LA CANDIDATURE DEMANDES PAR L'ACHETEUR AU STADE DE LA VERIFICATION DE LA CANDIDATURE », voire des compléments ou explications sur les documents fournis en application de l'article R. 2144-6 du CCP.

La phase d'examen des candidatures se déroulera, en principe, avant la phase d'examen des offres. Cependant, l'attention des candidats est appelée sur le fait que l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. En toute hypothèse, c'est au plus tard avant l'attribution du marché que l'acheteur contrôlera les capacités des candidats à exécuter correctement le marché.

## 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
<b>1 Le prix</b> Apprécié comme suivant : Offre du candidat le moins disant => Note maximum 40 (Offre du moins disant X 40) / Offre du concurrent	<b>40</b>
<b>2 La valeur technique décomposée selon les sous critères ci-dessous</b>	<b>50</b>
2.1 Moyens techniques affectés à l'opération <i>Etat du parc matériel dont dispose le candidat pour mener les travaux</i>	5
2.2 Moyens humains affectés à l'opération <i>Descriptif de l'effectif propre à l'entreprise pour la mise à disposition du chantier avec description de l'encadrement. Organigramme détaillé des fonctions - Quantité et qualification du personnel (expérience, compétence, qualifications) des intervenants. Le candidat précisera s'il dispose d'un bureau d'étude</i>	5
2.3 Méthode de réalisation des travaux <i>Description et justification de toutes les étapes de la préparation à la fin de travaux (le candidat montrera que les différentes étapes du chantier s'enchainent dans un objectif de performance (qualité de réalisation x respect du délai</i>	30
2.4 Organisation du chantier et planning justifié	10

<i>Qualité et pertinence du planning, délai proposé.</i> <i>- Programme d'exécution de l'ouvrage et la durée approximative de chaque phase.</i> <i>- Indication des procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés.</i>	
<b>3 Performances en matière de protection de l'environnement</b> le candidat présentera dans une note les éléments mis en place prévenir les atteintes à l'environnement. - Il décrit toutes les mesures prises dans le cadre de travaux avec engins à proximité de l'eau. - le candidat décrit les mesures prises dans le but de protéger ses employés et de garantir la traçabilité des déchets. - Mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier	<b>10</b>

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

Le pouvoir adjudicateur peut engager des négociations avec les candidats ayant remis une offre.

Ces négociations sont engagées à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et ne constituent en aucun cas un droit pour les candidats. Les candidats restent liés par les termes de leur offre initiale auxquels ils sont tenus toute la durée de validité des offres.

Les négociations ne peuvent avoir pour objet d'altérer les pièces de consultation et notamment de modifier la nature du besoin à satisfaire ; Elles sont menées dans le respect des critères de sélection des offres.

Tout au long des négociations, le pouvoir adjudicateur veille au respect de l'égalité des candidats ; il préserve la confidentialité des informations non cumulables aux tiers émanant du candidat et portant sur son entreprise ou son offre.

Les entreprises seront informées du déroulement de la procédure et du moyen choisi par le pouvoir adjudicateur pour y procéder (courrier ou entretien).

En cas d'entretien, il est précisé que chaque candidat disposera de la même durée d'échange estimée à 30 minutes. Les représentants de l'entreprise (au maximum 3) devront avoir pouvoir pour engager l'entreprise et modifier l'offre initiale. La négociation par la voie d'entretien est une faculté que se réserve le pouvoir adjudicateur mais n'est pas systématique. La négociation pourra s'effectuer par courriels, échanges et lettres...

A l'issue de la négociation, les candidats devront remettre une nouvelle offre prenant en compte les modifications apportées aux documents d'analyse :

- Actes d'Engagement,
- Les bordereaux de prix unitaires (éventuellement complétés d'un sous-détail de prix ou de tout document permettant d'affiner l'analyse...)
- Tous les documents complémentaires modifiant l'offre initiale.

Il sera alors procédé au jugement des offres dans les conditions des articles R2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique conformément aux critères pondérés fixés dans le présent règlement de la consultation.

Au cas où des candidats ne participeraient pas à la négociation (soit en ne répondant pas au courrier de négociation ou en ne se rendant pas l'entretien), leur offre initiale sera considérée comme maintenue et c'est sur cette base que s'opérera le jugement de leur offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Cf ci-dessous.

De la vérification par l'acheteur de ce que le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne se trouve pas dans un cas d'exclusion

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-4 du CCP, l'acheteur exigera du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie, par des moyens de preuve, ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**En cas de candidat constitué en groupement, ces pièces sont à fournir pour chacun de ses membres. De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-1 du CCP, ces pièces devront également être fournies pour chaque sous-traitant désigné.** En application des articles L. 2141-13 et L. 2141-14 du CCP, l'acheteur exigera le remplacement du membre du groupement ou du sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de remplacement, sous peine d'exclusion de la procédure de passation.

**Pour information, les pièces visées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sont les suivantes :**

1) Preuve que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du CCP (conformément aux dispositions de l'article R. 2143-6 du CCP, une déclaration sur l'honneur constitue une preuve suffisante)

2) Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents visés à l'article R. 2143-7 du CCP :

- Une attestation de régularité fiscale
- Certificat de la caisse des congés payés pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries
- Attestation de l'Association de GEstion du Fonds de développement pour l'Insertion Professionnelle des Handicapés (AGEFIPH)

3) Pièces prévues aux articles R. 1263-12 (*en cas de contrat avec un employeur établi hors de France*), D. 8222-5 (*pièces fournies par le co-contractant établi en France*) ou D. 8222-7 (*pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger*) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail

(*liste nominative des salariés étrangers employés*) soit, si le candidat est établi ou domicilié en France :

- Article D. 8222-5-1 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF)
- Article D. 8222-5-2 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis)
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

☛ Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

4) Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

En application de l'article R. 2144-7 du CCP, à défaut pour le titulaire pressenti de fournir à la C.A.C.P.L. ces moyens de preuve dans le délai imparti, il sera éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

#### De la fourniture de documents complémentaires par le titulaire pressenti

De plus, le titulaire pressenti sera tenu de transmettre à l'acheteur :

- ✓ les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou le groupement candidat, s'ils n'étaient pas initialement fournis dans la candidature (*pouvoirs du ou des signataires, document d'habilitation du mandataire signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation...*)
- ✓ l'acte d'engagement et le devis détaillé **signé par l'attributaire**, si celui-ci ne l'était pas initialement.

#### De la notification du marché

Sous réserve des contrôles et visa devant intervenir, entre-autres la vérification des documents des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP, le marché sera ensuite signé par le représentant de l'acheteur habilité à signer le marché puis notifié au soumissionnaire. Le marché commencera à produire ses effets juridiques à compter de sa date de notification (date de réception de la copie du marché par le titulaire).

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Il ne sera répondu à aucune question orale des opérateurs économiques.

## 9 – Achèvement de la procédure

### 9.1- Consultation sans suite

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la consultation sans que les candidats et soumissionnaires ne puissent émettre aucune réclamation ou prétendre à aucune indemnité. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article R. 2185-2 du CCP, il communiquera aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

### 9.2- Information sur le rejet des candidatures et des offres

Les candidats et soumissionnaires seront informés du résultat de la consultation suivant les dispositions de l'article R. 2181-1 et suivants du CCP.

## 10 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif d'Amiens

14 Rue Lemerchier CS 81114



80011 AMIENS CEDEX

Tél : 03 22 33 61 70

Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif d'Amiens

14 Rue Lemerchier CS 81114

80011 AMIENS CEDEX

Tél : 03 22 33 61 70

Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)